



Fondé en 1893

# DE ROUBAIX TOURCOING

Fondé en 1893

à LILLE N° 1.02  
à ROUBAIX N° 3.23  
à LENS N° 1.02

**ABONNEMENTS** trois Mois 9 fr. 18 fr.  
six Mois 17 fr. 32 fr.  
un An 31 fr. 58 fr.  
Nord et Départements limitrophes...  
Autres départements...  
Les abonnements sont reçus sans frais dans tous les bureaux de poste

**PUBLICITE**  
Les Annonces et Réclames sont reçues directement aux Bureaux du journal  
et dans toutes les Agences de France et de l'Étranger

Mercredi 27 Décembre 1905

## LES FAITS DU JOUR

**ON N'A REÇU, DANS LA JOURNÉE, AUCUNE DEPECHE DE RUSSIE. — LE GROISEUR « CASSINI », DE L'ESCADRE DU NORD, A QUITTE BREST POUR SE RENDRE, DIT-ON, DANS LES EAUX RUSSES.**

**LES DEBATS DU PROCES INTENTE AUX SIGNATAIRES DE L'APPEL AUX CONSCRITS SE SONT OUVERTS DEVANT LA COUR D'ASSISES DE PARIS.**

**UN OUVRIER A ETE ECRASE SOUS UN BLOC DE CHARBON A LA FOSSE NUMERO 41 DES MINES DE LENS.**

**UNE EXPLOSION SUIVIE D'INCENDIE, SEST PRODUITE DANS UNE FABRIQUE D'HUILE A MARCO-EN-BARGUEUL, FAISANT PLUSIEURS BLESSES.**

## Les CHEMINS de FER

La Chambre, qui depuis quelque temps fait du cent vingt à l'heure sur la route de la réaction, a repoussé ces jours derniers une proposition tendant au rachat du chemin de fer de l'Ouest.

L'opération était facile et profitable; elle ne coûtait rien à l'Etat, car les dettes de l'Ouest vis-à-vis de celui-ci sont supérieures au prix du rachat. L'Etat eût été ainsi en possession d'un magnifique réseau, qui, joint à celui qu'il possède déjà, eût servi de modèle et de régulateur à ceux des Compagnies privées.

Celles-ci auraient d'ailleurs compris la leçon et devant la menace suspendue sur leur tête, auraient certainement consenti à se montrer moins inséparables à l'égard des populations et des pouvoirs publics.

Mais la Chambre, encouragée, d'ailleurs par le gouvernement combattant le rachat à reculons devant cette utile mesure, et la question du rachat des chemins de fer est encore ajournée aux calendes grecques.

Le 15 octobre 1897, le Conseil national de la Suisse, moins rétrograde que le Parlement français, adopta une loi déclinant le rachat des chemins de fer et leur exploitation par l'Etat. Le 22 février suivant, eut lieu le vote du référendum. Sur 700.000 électeurs, 500.000 prirent part au scrutin; 385.000 se prononcèrent pour le rachat et 175.000 contre. Le rachat des chemins de fer suisses était un fait accompli. Les voies ferrées étaient pour jamais arrachées des mains de la finance internationale, et, depuis cette époque, c'est l'Etat qui, à la satisfaction de tous, gère un service d'utilité générale qui, pas plus en Suisse qu'en France, n'aurait jamais dû être confié à des administrations particulières.

La petite République suisse, on le voit, a devancé la République française. Elle la devance d'ailleurs en bien d'autres choses. En Suisse on n'a pas peur des mots, et les législateurs n'y tombent pas en panne à l'audition des désinences en *isme*.

Aussi y voit-on les villes exploiter elles-mêmes, au mieux des intérêts de tous, le gaz, l'eau, l'électricité, les moyens de transport, les banques, etc., alors que, chez nous, tous ces services sont abandonnés à des Compagnies pillardes, d'autant plus puissantes qu'elles sont généralement nannies de monopoles d'une très longue durée. Hier encore, notre Sénat conservateur refusait à Paris le droit d'exploiter elle-même le gaz en régie.

Mais tenons-nous en, pour aujourd'hui, à la question des chemins de fer, et déplorons l'aveuglement ou la trahison des députés qui livrent la nation entière à l'asservissement des grandes Compagnies.

Dès la création des chemins de fer, la question se posa, en France, de savoir si les seraient administrés par l'Etat ou par des Compagnies particulières. Les esprits sincères et éclairés se prononcèrent pour le rachat, car ils prévoyaient que les chemins de fer deviendraient, s'ils étaient abandonnés à des Compagnies, un instrument d'exploitation des travailleurs et de rançonnement du public.

Alors que les faiseurs d'affaires, les tripoteurs et les manieurs d'argent se liguaient pour mettre la main sur le nouveau mode de transports, tous les écrivains démocratiques bataillèrent pour que l'Etat en restât seul maître.

Louis Blanc trouvait que livrer les chemins de fer aux Compagnies, c'était les livrer aux spéculations d'une foule avide, effrénée, tout à la recherche de primes scandaleuses, toute vouée à l'agiotage.

« On verrait, disait-il, les dominateurs de la Bourse, s'enrichir des ruines publiques, les actions prises uniquement pour être vendues, et vendues à des prix monstrueux au moyen de hausses factices; les concessions livrées argent comptant par des fonctionnaires prévaricateurs; les Compagnies rivales se disputant par l'ignominie des pots-de-vin la protection des ministres, des chefs de bureau, des députés, des principaux commis; la société transformée en une arène d'agiotages et dominée par des Compagnies financières en guerre ouverte contre l'intérêt public. »

Louis Blanc voyait juste, et ses prévisions, on le sait, ont été largement dépassées.

Lamarine lui-même, le modéré Lamarine, pensait comme Louis Blanc et déclarait avec force que « le gouvernement ne peut abdiquer son rôle et interférer l'avenir de la viabilité de la France à une puissance d'intérêt individuel. »

« Les Compagnies seront un jour, disait-il, maîtresses du gouvernement et des Chambres; le bénéfice des actionnaires sera substitué au bénéfice social. »

Enfin Prudhon s'écriait : « Livrer à des compagnies de spéculateurs de pareils monopoles, c'est plus qu'une forfaiture, c'est un quel-que-chose tendu à la nation par son propre gouvernement. »

La forfaiture a été commise et le quel-que-chose a réussi. Il a même réussi une seconde fois, en 1883, quand Raynal, Rouvier, Jules Ferry et Constans obtinrent de la complicité des Chambres le vote de ces conventions, justement appelées scélécrates, qui ont livré nos chemins de fer aux grandes Compagnies pour une nouvelle période de soixante-trois ans.

Le public connaît trop les conséquences de l'aliénation du monopole des voies ferrées aux Compagnies pour que nous insistions sur ce sujet : exploitation éhontée du public, insécurité des voyageurs, oppression et sarmentage des employés, anémie du commerce français écrasé par les tarifs, danger national en cas de guerre.

Les chemins de fer de l'Europe produisent chaque année un bénéfice net de près de quatre milliards, qui s'enfoncent dans les poches des actionnaires et des administrateurs. Que d'améliorations, dans l'intérêt du public et du pays, il serait possible de faire avec ces sommes colossales qui ne profitent actuellement qu'à une poignée de privilégiés !

A tous les points de vue, il est clair que la reprise par l'Etat des chemins de fer s'impose, et il est fâcheux que les citoyens français ne se passionnent pas davantage pour une question aussi importante et qui touche d'aussi près leurs intérêts immédiats. La socialisation des chemins de fer, des mines, des hauts-fourneaux et de la Banque de France est un programme minimum qui devrait être accepté par les républicains les plus modérés.

## LIBRES PROPOS CLERICAUX ET PROGRESSISTES

La campagne électorale provoquée par les élections du 7 janvier prochain, n'est point aussi terne qu'on l'aurait pu craindre d'abord.

Elle offre même de très amusants côtés. Ainsi, tout au début, l'« Echo du Nord » ayant énuméré d'une liste de sept candidats, annonça qu'il s'était compromis les flancs pour ne pas accoucher du huitième; ce il invitait ses coreligionnaires à aller chercher ce « cadavre » dans la liste radicale. L'honorable M. J.-B. Trystram était même désigné pour le rôle de « bouche-trou ».

Quelques jours se passent avant que les rires des républicains ne s'éteignent et que les cléricaux n'aient ressaisi leurs esprits devant la façon bizarre dont l'« Echo » entendait appliquer la formule de « l'ordre dispersé ».

Mais voici que la « Dépêche » parla :

— Eh quoi, vous vous dites adversaire au bloc et des blocards ne s'étonnent pas de voter pour un blocard et un candidat du bloc ?

L'« Echo » rétorquait qu'en effet, il faisait preuve d'inconscience et, lâchant la courtoisie à sa fécondité, il enjamba M. Monceley, et :

— Ma liste est au complet, coupe-t-il triomphalement alors, en s'épongeant le front. — Bravo, bravo ! Hier, il ne nous était pas possible de causer avec vous; mais maintenant que vous avez huit candidats, bien vivants et pâles à point, nous allons pouvoir nous entendre.

Et la « Dépêche » abondante, persuasive, mais terriblement ironique et cruelle, assurait au pauvre « Echo » perdu et désespéré :

— Voyons, mon vieil ami, vous avez huit candidats ? C'est très bien, mais est-il vraiment nécessaire que vous en ayez huit ?

— C'est vous, ma chère, qui l'avez exigé ! — Sans doute, mais c'est que dans le but de nous mettre sur le même pied d'égalité. Maintenant que nous sommes l'un et l'autre complets, comme un train de délégués sénatoriaux d'Hazebrouck, pourquoi ne déclarer-que vous pas mes utilités ?

Il y a quatre jours que cette question a été poliment posée par la « Dépêche » à l'« Echo », mais ce dernier n'a pas encore répondu.

Nous comprenons son embarras.

— Eh quoi, doit-il se dire, quand je n'avais que sept candidats et alors que je tendais vers Dunkerque une perche que M. Alfred Dumont aurait pu saisir tout aussi bien que M. Trystram, la « Dépêche » me reprochait mon absence de queue ! Maintenant que je me suis paré de Monceley, non seulement elle sent que je le retranche, mais elle exige que je crève de nouveaux trous !

Evidemment tout cela est bien obscur et bien peu logique, en apparence. Toutefois en y réfléchissant davantage, l'« Echo » se convaincra que la « Dépêche » a raison de s'obstiner à réclamer l'abandon partiel des progressistes devant les cléricaux. Demanderait-elle même leur abdication totale qu'elle serait encore dans la vérité.

Pourquoi l'« ordre dispersé », contre les socialistes et les radicaux ? Pourquoi pas, dès avant le premier tour, un bon petit mariage de raison et d'amour à la fois que bénirait M. de Gambetta et qui comblerait de joie son cœur paternel ?

Voyons ! « Echo », un bon mouvement ! L'Eglise vous offre son giron, asseyez-vous donc dessus; et si, de la sorte, vous rater le coche sénatorial, vous n'aurez rien perdu, car vous êtes tout de même condamné à le manquer !

## CHRONIQUE Premier Réveillon

Il y avait, aux environs des Monts-Boucons, un propriétaire nommé Piboule; un pauvre propriétaire, un propriétaire extrêmement pauvre qui ne mangeait pas tous les jours. De temps en temps, un voisin piteux lui donnait un peu de soupe aux haricots, ou quelque chose de semblable, mais ce n'était pas de la soupe, c'était de la soupe, et de très bonne soupe, et de très bonne soupe, et de très bonne soupe.

Un jour, le propriétaire fut propriétaire d'un chien. Ce chien était un chien de très bonne espèce, un chien de très bonne espèce, un chien de très bonne espèce, un chien de très bonne espèce.

Un jour, le propriétaire fut propriétaire d'un chien. Ce chien était un chien de très bonne espèce, un chien de très bonne espèce, un chien de très bonne espèce, un chien de très bonne espèce.

Un jour, le propriétaire fut propriétaire d'un chien. Ce chien était un chien de très bonne espèce, un chien de très bonne espèce, un chien de très bonne espèce, un chien de très bonne espèce.

Un jour, le propriétaire fut propriétaire d'un chien. Ce chien était un chien de très bonne espèce, un chien de très bonne espèce, un chien de très bonne espèce, un chien de très bonne espèce.

Un jour, le propriétaire fut propriétaire d'un chien. Ce chien était un chien de très bonne espèce, un chien de très bonne espèce, un chien de très bonne espèce, un chien de très bonne espèce.

Un jour, le propriétaire fut propriétaire d'un chien. Ce chien était un chien de très bonne espèce, un chien de très bonne espèce, un chien de très bonne espèce, un chien de très bonne espèce.

Un jour, le propriétaire fut propriétaire d'un chien. Ce chien était un chien de très bonne espèce, un chien de très bonne espèce, un chien de très bonne espèce, un chien de très bonne espèce.

Un jour, le propriétaire fut propriétaire d'un chien. Ce chien était un chien de très bonne espèce, un chien de très bonne espèce, un chien de très bonne espèce, un chien de très bonne espèce.

Un jour, le propriétaire fut propriétaire d'un chien. Ce chien était un chien de très bonne espèce, un chien de très bonne espèce, un chien de très bonne espèce, un chien de très bonne espèce.

Un jour, le propriétaire fut propriétaire d'un chien. Ce chien était un chien de très bonne espèce, un chien de très bonne espèce, un chien de très bonne espèce, un chien de très bonne espèce.

Un jour, le propriétaire fut propriétaire d'un chien. Ce chien était un chien de très bonne espèce, un chien de très bonne espèce, un chien de très bonne espèce, un chien de très bonne espèce.

Un jour, le propriétaire fut propriétaire d'un chien. Ce chien était un chien de très bonne espèce, un chien de très bonne espèce, un chien de très bonne espèce, un chien de très bonne espèce.

de nombreux miracles. Pourquoi, si vous vous plus ? Ne s'en pas vous demander d'émener l'ours dans ma demeure ainsi que je le salue, car je sens que cette demande pour vous paraître exagérée. Mais, comme c'est possible la veille de Noël, je vais porter à sa chaussette dans la cheminée, et peut-être que vous voudrez bien y déposer quelque chose qui m'aide à vivre.

Dr ayant placé ses sabots dans l'âtre, Piboule se mit à réfléchir. « Mon aimable Jésus, voilà une amulette qui vous sera bien commode ! Beaucoup de ses pierres se sont écroulées et toutes les autres sont disjointes, de sorte qu'on peut entrer de toutes parts, comme on entre au ciel. »

Sur ce, Piboule se coucha. « Des fois... qui sait ? se ravisa-t-il. Et il alla prendre son fusil, le mit au chevet de son lit, se recoucha. Il s'endormit bientôt.

Neuf heures sonnèrent à l'église de Pirey. Dix heures. Plus onze heures. A minuit Jésus descendit dans la cheminée. Les sabots de Piboule l'étonnèrent; il les trouva grands. « Qui mettez ? Des jouets ? Des os ? Des pierres ? Des os ? Des pierres ? Des os ? Des pierres ? »

« O mon aimable Jésus, voilà une amulette qui vous sera bien commode ! Beaucoup de ses pierres se sont écroulées et toutes les autres sont disjointes, de sorte qu'on peut entrer de toutes parts, comme on entre au ciel. »

« O Jésus, je le salue, que vous n'êtes pas bête. Sans que j'aie osé vous le dire, vous avez bien compris que c'est l'ours, et pas autre chose, que je désire pour moi. Merci, deux Jésus ! Demain, j'aurai cent beaux écus qui ne devront rien à personne. »

« Ours n'avait pas eu le temps de vider les sacs, que Jésus descendit dans la cheminée. Piboule, tout tremblant de félicité et de foi, tendit les bras et ses doigts dans le miel divin, et il les lécha. »

C'était la première fois que ce pauvre homme réveillonnait.

WILLY.

## DECADENCE

Le Pétoname vient d'être arrêté pour vagabondage. C'est le vrai Pétoname, le Pétoname mondain qui vit d'un correct habit et d'un air de long temps, son art dans les musics-halls et les salons.

Depuis, le Pétoname perdait une partie de ses moyens; sa « voix » faiblissait et ce célèbre soliste commençait à s'égarer dans les notes. La décadence fut rapide. Après avoir donné des concerts devant le Tout-Paris de Pétoname, il se fit entendre à la foire. Il n'y obtint plus que de médiocres succès d'estime et bientôt il fut chassé dans les cours. On vit ensuite le Pétoname tenir dans les fêtes de vagues bêtises; le pauvre homme portait toujours son légendaire habit rouge, mais il ne se souciait plus de le faire briller.

Il a connu toutes les joies et toutes les vicissitudes de la vie d'artiste. Trop préoccupé d'ideal, trop amoureux de l'art pur, il n'a pas su faire de concessions au « struggle for life » moderne, et, aujourd'hui, il est définitivement vaincu.

Compagnon, avec un talent comme le sien, combien se fussent fait une situation brillante dans le monde ! Le Pétoname aurait pu, par exemple, épouser une riche Américaine; que de jeunes personnes ont éprouvé en l'écoutant, l'émotion profonde que crée dans les cœurs tous les grands virtuoses. Mais le Pétoname n'a pas voulu.

La politique a appelé aussi ce brillant orateur. Quel succès eût obtenu le Pétoname à la Chambre ! Et quelle note bien personnelle il eût donnée dans les concerts parlementaires ! Le Pétoname aurait peut-être embarrasé les sténographes, mais quel discours bien sentis que les siens !... Et sans doute, après M. de Baudry-d'Asson, le Pétoname aurait été souvent conduit au petit local...

## ECHOS ET NOUVELLES

**SAUCISSES MORTELLES**  
Il faut de temps à autre faire une petite piqûre aux puris stupides.

Un chien qui vient de faire un Parisien. Il s'agissait d'avaler huit mètres de saucisse.

Le barreur n'a pu en avaler que six et il en est mort.

Peut-être ne faut-il pas trop plaindre ? Qui sait, en effet, si, las de la vie, il n'a pas adopté le régime de suicide qui lui paraît la plus agréable ?

## NOS DÉPÊCHES

par Services Télégraphiques et Téléphoniques spéciaux

## La REVOLUTION en RUSSIE

La situation en Russie s'aggrave d'heure en heure. Dans les deux camps opposés, on est décidé cette fois à ne pas faire de quartier et à aller jusqu'au bout. La bureaucratie a trop à perdre avec un nouveau régime et elle veut faire payer cher sa défaite.

A Pétersbourg et à Moscou, la grève générale se complique de l'insurrection armée. Cela était inévitable, vu l'attitude agressive du gouvernement, qui empêche toute réunion, arrête par centaines les ouvriers et les intellectuels, lance ses cosaques sur les grévistes.

Les deux capitales de la Russie prennent l'aspect du Paris révolutionnaire. Des combats sanglants s'y livrent entre la troupe et les révolutionnaires. Ceux-ci dévorent les rues, montent des barricades, répondent par des bombes aux coups de canon. Le nombre des victimes, parmi les grévistes, est considérable, mais les ouvriers tiennent bon, enthousiasmés par la vision radieuse de la Liberté, qu'ils sentent toute proche.

Bien entendu, le gouvernement n'envoie contre les grévistes que les troupes restées fidèles. Suffrout-elles et ne se laisseront-elles pas gagner bientôt par la révolte ? On raconte qu'à Pétersbourg les cosaques de cosaque à fraternisé avec les insurgés.

On est étonné à l'étranger de l'accord qui s'est établi entre les différents partis de l'opposition. Cela s'explique pourtant très facilement. Toute l'opposition, y compris les éléments les plus modérés, a perdu toute confiance dans le gouvernement.

Les libéraux, effrayés par le spectre rouge, étaient prêts, il y a quelques semaines, à accéder à leurs concours au gouvernement, à la condition qu'il réalisât les promesses du manifeste du tsar. Depuis, ils se sont rendus compte qu'on ne peut guère compter sur le gouvernement, et ils ont décidé de se grouper autour de la Révolution, dont le triomphe seul peut amener la liberté.

Ainsi, le plan de M. Witt, qui espérait s'attacher les libéraux, a complètement échoué.

## Les massacres de Moscou

Barrières enlevées et reconstruites. — Les paysans seignent aux grévistes. — Terribles combats dans les rues. — Nombreuses victimes.

D'après des informations particulières provenant de Moscou un terrible massacre de révolutionnaires a eu lieu la nuit dernière et ce matin de bonne heure.

Un dit que les rebelles ont repris les barricades et qu'ils ont débarrassé les principales voies après des combats acharnés.

Dans les corps-à-corps, la troupe a eu de nombreux tués.

Enfin, les rebelles ont réorganisé leurs forces dans les environs de la ville, où l'on a construit de nouvelles et plus solides barricades, et où les rebelles se disposaient à prendre l'offensive.

Un grand nombre d'ouvriers et de paysans viennent rejoindre les révoltés. Les communications entre Moscou et Saint-Pétersbourg sont interrompues.

Sur les propriétés de la nuit de vendredi à dimanche, de nouveaux détails continuent à arriver. Ceux-ci, que le « Daily Telegraph » reçoit de son correspondant, sont particulièrement intéressants. Il s'agit de la lutte qui s'est livrée autour de la porte Triumphaie, à l'intersection de la rue Tverskaïa avec les boulevards extérieurs, dans la nuit de vendredi 22 à samedi 23 et dans la matinée de dimanche 24.

« La foule montra un merveilleux courage; seuls ou par petits groupes, sous les balles, les révolutionnaires allaient de l'avant; parfois une grande débandade entraînait les hommes qui se reformaient rapidement; les soldats, quoique mieux armés et plus nombreux, durent parfois céder le terrain à leurs adversaires; certains se réfugièrent à un certain moment, dans une école de filles, d'autres dans le monastère de la Passion; les cordons de troupe empêchèrent les curieux d'entrer dans le champ du combat; cependant la curiosité poussa beaucoup de gens à rompre leur vigilance; nombreux furent ceux qui trouvèrent la mort. »

La fusillade dura de une heure à quatre heures du matin; les hôpitaux, les maisons des médecins sont remplis de blessés; beaucoup ont été enterrés sans qu'on eût vérifié qu'ils étaient.

A quatre heures, les alentours du viar-ec de triomphe et la Tverskaïa-Ulitsa furent déblayés; alors la bataille commença rue Sadovain.

## L'intervention de l'Allemagne

Berlin, 26 décembre. — Le brusque changement de l'attitude militaire allemand à Pétersbourg a une signification beaucoup plus grave que ne le supposent les gens peu au courant des usages diplomatiques établis entre les cours de Prusse et de Russie. S'il y a une tradition qui date encore du commencement du siècle précédent, l'attaché militaire prussien (et plus tard allemand) est toujours en mesure de servir personnellement le tsar et attaché au service personnel du tsar. Comme tel il a certains privilèges. Cet usage suspendu pendant quelque temps, a été repris il n'y a pas longtemps.

La cessation de l'attaché, a été une situation actuelle de la Russie, a été une situation actuelle de la Russie, a été une situation actuelle de la Russie, a été une situation actuelle de la Russie.

Le général Jacobi est porteur d'une lettre autographe de l'empereur allemand, il a en outre reçu la mission de présenter le projet d'une action militaire contre les révolutionnaires armés. Une coopération de l'Allemagne et de la Russie, comme en 1863, paraît être proche.

## Silence tragique

Aucune nouvelle depuis trente-six heures. — Les derniers télégrammes reçus de Pétersbourg annoncent que la bataille des rues continuait encore dimanche soir à Moscou. Les révolutionnaires ne se sont pas complètement abattus par leurs échecs. D'autre part, les troupes ne manifestaient aucun signe de lassitude ou de découragement.

La cessation complète de nouvelles indique que les révolutionnaires, contre toute attente, ont fini par triompher, ou bien que les fils télégraphiques ont été gravement endommagés.

## Congrès des Syndicats Ouvriers Belges

Bruxelles, 26 décembre. — Le Congrès syndical, réuni hier à la Maison du Peuple, a discuté en premier lieu la question de la réglementation des heures de travail.

Un grand nombre de délégués ont exprimé l'avis que la question devait être soulevée à la Chambre par les députés socialistes. Van der Vliet a répondu en invoquant les nombreuses interventions des députés socialistes à la Chambre, qui avaient pour but également de restreindre la journée de travail, mais sans succès. Il a ajouté que les ouvriers devaient compter surtout sur eux-mêmes, attendu que, contrairement à ce que les députés socialistes ne sont qu'une minorité et n'ont aucune autorité à la Chambre.

D'autres délégués ont émis l'avis que la question de la réduction de la journée de travail se rattache à celle de l'instruction obligatoire.

Le Congrès, après de longues délibérations, a voté un ordre du jour dans lequel il exprime sa sympathie pour l'instruction obligatoire qui devrait être organisée pour tous les enfants jusqu'à l'âge de quatorze ans, ainsi que pour l'instruction professionnelle pour les adolescents, jusqu'à l'âge de seize ans.

Le Congrès vote ensuite une résolution préconisant l'organisation de cantines scolaires.

Les députés socialistes sont invités à interpellier sur le retard apporté à la discussion du projet de loi relatif à la réduction de la journée de travail à neuf heures.

Le Congrès a envisagé la possibilité de la création d'un bureau permanent pour les syndicats belges. Il est décidé de mettre cette question à l'étude.

## L'APPEL AUX CONSCRITS en Cour d'Assises

Paris, 26 décembre. — C'est aujourd'hui, mardi, que se sont ouverts, devant la Cour d'assises de la Seine, les débats du procès intenté aux signataires de l'appel antimilitariste.

Les prévenus sont : Jean Bousquet, Urbain Gohier (Urban Degoutel), Roger Sadin (Roger Cibat), Gustave Hervé, Charles Desbrières, Almeraya (Eugène Vio), Victor Clément (Victor Camp), Amicard (Cipriani), Jules LeGuerre, Nurmiska (Félicie Cipriani), Emile Laporte, Rogues (Lazare Baudouin), Georges Yvetot, Emile Piatard, Louis Perceval, Nestor Boscha, Arnold Bontemps (Arnold Bontemps), Jules Nicot, Pierre LeBlanc, Raymond Dubéroux, Eugène Louis Grandjean, René Mouton, Jean Frotier, Auguste Garnery, Paul Chanvin, Emile Coullas.

On sait sans quels chefs sont poursuivis ces militants. Ils sont accusés d'avoir :

1. Provoqué directement au crime de meurtre.
2. Adressé une provocation à des militaires.